



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté Préfectoral n° UBDEO/ERC/2024/99, mettant en demeure l'établissement
Canpack France SAS, située 3, Route de Rouen – BP 1101 à Saint Marcel
en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement
en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement
N°SIRET : 912 266 277 00017**

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5,

VU le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 113-1 à L.113-2, R.113-1 à R.113-2 et R. 142-2 à R.142-3,

VU le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.121 et L.122,

VU le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure ;

VU le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024 ;

VU le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure ;

VU l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation N°D1-B1-13-624 délivré le 14 octobre 2013 à la société TAPON France pour l'exploitation d'une usine de fabrication de capsules de bouteilles sur le territoire de la commune de SAINT MARCEL à l'adresse suivante : 3, route de Rouen – BP 1101 ;

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°UBDEO/ERA/22/166 en date du 16 novembre 2022 de la société Tapon France à l'établissement Canpack France SAS à compter du 1er juillet 2022 ;

VU l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation N°D1-B1-13-624 délivré le 14 octobre 2013 susvisé qui stipule : "Les réseaux de collecte des eaux susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont équipés

d'obturateurs placés en amont du raccordement aux réseaux collectifs pour éviter tout rejet dans ces réseaux.

Le volume de rétention disponible est au minimum de 980 m³. Il peut être obtenu par l'addition des volumes des réseaux du site et des systèmes mis en place (quais chargement/déchargement, bassin, points-bas, obturateurs sur réseau, rétention dans les bâtiments, ...).

[...]

L'exploitant est en conformité avec le présent article dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté." ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement relatif à la visite d'inspection du 15 octobre 2024, transmis à l'exploitant par courrier en date du 19 novembre 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant,

Considérant que lors de la visite du 15 octobre 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le site n'est pas équipé d'ouvrages de rétention collectant les eaux polluées lors d'un accident, d'un incident ou d'un incendie.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence de rétention peut occasionner en cas d'épandage de produits polluants une infiltration dans les sols, dans la nappe phréatique et occasionner une pollution ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Canpack France SAS de respecter les prescriptions de l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRÊTE

Article premier :

La société Canpack France SAS qui exploite une installation de fabrication de capsules de bouteille sise 3, route de Rouen – BP 1101 sur la commune de Saint Marcel est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2013 en procédant sous un délai de 6 mois à l'étude technico-économique de confinement des eaux d'extinction incendie et en procédant sous un délai de 12 mois aux travaux, à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rouen, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente par voie électronique au moyen du téléservice "télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Le présent arrêté est notifié à la société Canpack France SAS.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Eure pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :


Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie est adressée à :

- Monsieur le sous-préfet des Andelys,
- Monsieur le maire de Saint-Marcel,
- l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO)

Évreux, le **11 DEC. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Alaric MALVES

